

Les politiques de l'emploi dans les départements d'outre-mer

Gisèle Anki-Zuccarello (Dares)¹

DEPUIS 1994, les trois lois successives pour l'outre-mer ont bâti un système spécifique de soutien de l'emploi dans les Dom, renforçant les leviers usuels de la politique de l'emploi. Ce développement d'outils spécifiques s'est accompagné d'une nette augmentation des entrées en contrat aidé entre 1995 et 1999. Quels que soient les publics, les taux d'accès des adultes aux contrats aidés dans les Dom sont supérieurs à ceux de la France métropolitaine, surtout à la Réunion et en Guyane. Les contrats du secteur non marchand sont notamment beaucoup plus mobilisés. Le faible recours aux dispositifs en alternance pour les jeunes est compensé par un important effort de formation des régions en direction de ce public.

Une politique de l'emploi spécifique aux Dom

Les économies des départements d'outre-mer se caractérisent par la persistance, depuis près de 30 ans, d'un taux de chômage particulièrement élevé, notamment chez les jeunes. Celui-ci s'élève fin 2003 à environ 23 % pour l'ensemble de la population, soit deux à trois fois plus qu'en métropole, et varie entre 48 et 56 % pour les jeunes selon les Dom. Les origines de ce chômage tiennent à la

1. Les données utilisées proviennent pour l'essentiel des systèmes d'information gérés et exploités par la Dares dans le cadre de sa mission de suivi des politiques d'emploi. L'étude a bénéficié également des échanges avec le ministère de l'Outre-Mer et les Services d'études des Drtefp des départements d'outre-mer.

conjugaison d'un certain nombre de difficultés structurelles spécifiques, parmi lesquelles :

- une forte pression démographique : les économies d'outre-mer voient arriver un afflux important de jeunes sur le marché du travail, qu'elles n'arrivent pas à absorber ;
- un niveau de qualification de la population en âge de travailler encore très inférieur à celui de la métropole, en dépit d'une amélioration sensible chez les jeunes ;
- un coût de la main-d'œuvre élevé par rapport aux économies régionales concurrentes ;
- des coûts de transports importants liés notamment à l'insularité et l'éloignement de la métropole, premier débouché des entreprises d'outre-mer.

Depuis 1994, à travers trois lois successives (loi « Perben » du 25 juillet 1994, loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000 et loi de programme pour l'outre-mer du 21 juillet 2003), les pouvoirs publics ont bâti un système d'outils spécifiques, renforçant l'ensemble des leviers usuels de la politique de l'emploi.

Un renforcement des allègements généraux des charges sociales pour certains secteurs

Un dispositif spécifique d'exonérations des charges sociales a été mis en place en 1994, puis renforcé par la loi du 13 décembre 2000 et par la loi du 21 juillet 2003. Ce dispositif, qui module les exonérations en fonction des secteurs d'activité, vise à alléger le coût du travail des secteurs les plus touchés par la concurrence, comme le secteur du tourisme, confronté au dynamisme des pays voisins où le coût du travail est moindre (cf. encadré 1).

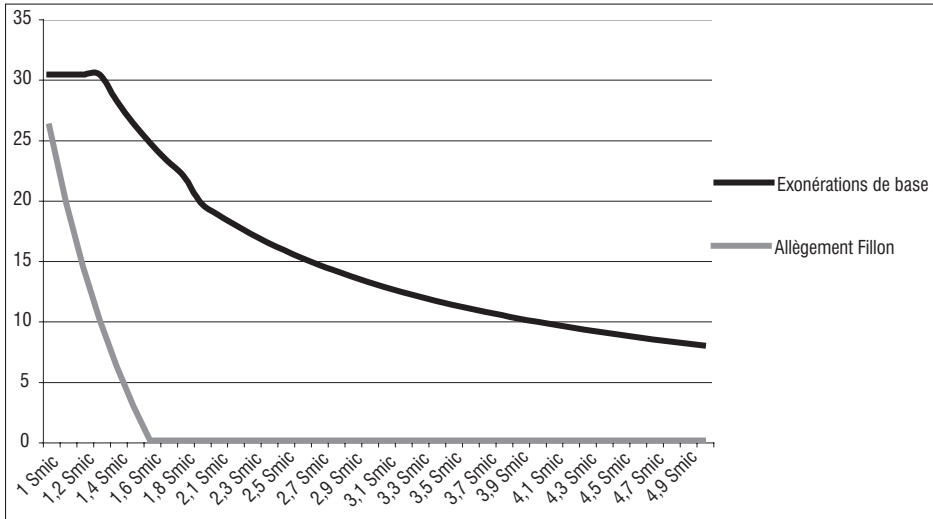
Ces exonérations spécifiques conduisent à un allègement du coût du travail nettement plus élevé et beaucoup moins dégressif au niveau des bas salaires qu'en métropole. Ainsi, dans les secteurs productifs exposés à la concurrence, les cotisations patronales de sécurité sociale sont totalement exonérées jusqu'à 1,4 Smic (soit une exonération de 30 % de la rémunération brute) (cf. graphique 1).

Encadré 1

Les allègements spécifiques : bref historique

Taux d'exonération de 100 % des cotisations patronales de sécurité sociale jusqu'à un Smic Loi 1994 (Loi Perben)	Industrie, hôtellerie, restauration, presse, production audiovisuelle, agriculture, pêche (y compris l'aquaculture)	
Taux d'exonération de 100 % des cotisations patronales de sécurité sociale jusqu'à 1,3 Smic Loi de 2000 (Loom)	<ul style="list-style-type: none"> – Industrie, hôtellerie, restauration, presse, production audiovisuelle, agriculture, pêche (y compris l'aquaculture), énergies renouvelables – Totalité des entreprises de moins de 10 salariés – Tourisme, Ntic, sauf Btp (taux d'exonération de 50 % pour les entreprises de 11 salariés et plus) 	
Taux d'exonération de 100 % des cotisations patronales de sécurité sociale jusqu'à 1,3 1,4 et 1,5 Smic selon le secteur d'activité Loi de 2003 (Lopom)	<p>1,3 Smic</p> <ul style="list-style-type: none"> – Toutes les entreprises privées des secteurs du transport aérien, maritime et fluvial desservant l'outre-mer – Toutes les entreprises comptant 10 salariés au plus quelle que soit leur activité (suppression du mécanisme dégressif introduit par la Loom si l'effectif dépasse 10 salariés; au-delà de 10 salariés, les entreprises conserveront le bénéfice de l'exonération pour les 10 premiers salariés) – Btp (exo. de 100 % pour les entreprises de 50 salariés au plus et exo. de 50 % pour les entreprises de plus de 50 salariés) 	<p>Type de contrat: Cdd, Cdi, salarié à temps partiel.</p> <p>Il s'agit des cotisations patronales d'assurances sociales (maladie, maternité, invalidité-décès vieillesse), d'allocations familiales, d'accidents du travail et maladies professionnelles dues au titre de l'emploi des salariés dans le régime général et agricole.</p> <p>Pas de cumul avec une autre exonération totale ou partielle de cotisations patronales de sécurité sociale.</p> <p>Condition pour l'employeur: être à jour de ses obligations sociales et fiscales.</p>
	<p>1,4 Smic (Secteurs productifs exposés à la concurrence)</p> <p>Industrie, restauration, presse, production audiovisuelle, énergies renouvelables, centre d'appel, pêche, cultures marines, aquaculture, agriculture, Ntic.</p>	
	<p>1,5 Smic (Secteurs surexposés)</p> <p>Hôtellerie, tourisme et restauration de tourisme classé</p>	

Graphique 1



Source: Ministère de l'Outre-Mer.

Lecture: Le graphique compare le taux d'exonération des cotisations dans les Dom (exonération jusqu'à 1,3 Smic) au taux d'exonération du dispositif général d'allègement de cotisations sur les bas salaires s'appliquant aux entreprises métropolitaines.

Le plafonnement de l'exonération à 1,3, 1,4 ou 1,5 Smic induit un système de franchise correspondant à une exonération substantielle pour les niveaux élevés de salaire. En France métropolitaine, les exonérations, nettement plus dégressives, disparaissent totalement à partir de 1,6 Smic (depuis le 1^{er} juillet 2005).

Le contrat d'accès à l'emploi : un renforcement du contrat initiative emploi

Le législateur a également adapté le contrat initiative emploi (Cie), qui abaisse le coût du travail des entreprises du secteur marchand embauchant des publics éloignés de l'emploi. La loi Perben a ainsi introduit le contrat d'accès à l'emploi (Cae), qui a subi plusieurs modifications par la suite. Il s'adresse aux mêmes types de publics prioritaires que le Cie. Néanmoins, il présente des avantages spécifiques pour les bénéficiaires du Rmi (le Cdd peut aller jusqu'à trente mois) et pour les sortants d'emplois-jeunes. Alors que le Cie accorde une aide forfaitaire de l'État cumulable avec les allègements généraux de cotisations, le Cae prend la forme d'une aide forfaitaire d'un montant moindre², mais qui s'accompagne d'une exonération totale des cotisations patronales de sécurité sociale jusqu'à 1,3 Smic.

² La prime est de 152 ou 305 euros pour le Cae, contre 330 ou 500 euros pour le Cie.

Des dispositifs spécifiques aux minima sociaux

Depuis la création du Rmi, le nombre de personnes bénéficiaires des minima sociaux a fortement augmenté dans les Dom. Les économies d'outre-mer se caractérisent par ailleurs par un taux important d'emplois dissimulés : 10 % de l'emploi total (Antilles-Guyane), soit 20 % de l'emploi privé selon une estimation récente de l'Insee (Aguer, 2004). C'est pourquoi plusieurs dispositifs ou mécanismes d'incitation ont été mis en œuvre, non seulement pour favoriser le retour à l'activité des bénéficiaires des minima sociaux, mais également pour inciter à la déclaration des emplois, notamment par les petites entreprises et dans le secteur du travail à domicile.

La loi Perben a ainsi introduit le **contrat d'insertion par l'activité (Cia)**. Ces contrats d'une durée de trois mois (renouvelables jusqu'à vingt-quatre mois) s'adressent exclusivement aux allocataires du RMI (ou à leurs conjoints) et s'inscrivent dans le Plan annuel des tâches d'utilité sociale (Patus) qui évalue les besoins collectifs à satisfaire dans le département. Par ailleurs, ils garantissent un suivi personnalisé et la possibilité de bénéficier d'une formation complémentaire.

La loi de 2000 a mis en place l'**allocation de retour à l'activité (Ara)**, qui permet aux bénéficiaires des minima sociaux qui reprennent une activité rémunérée de percevoir une prestation forfaitaire pendant vingt-quatre mois en complément de revenu.

Des dispositifs et incitations pour favoriser l'accès des jeunes à la qualification et l'emploi

Le projet initiative emploi (Pij) est un dispositif en faveur des jeunes de moins de 30 ans et des bénéficiaires d'un contrat emploi-jeune arrivés au terme de leur contrat. Une aide financière leur est attribuée soit pour suivre un cursus de formation qualifiante, soit pour créer une entreprise.

Le soutien à l'emploi des jeunes diplômés est un dispositif visant à faciliter l'intégration des jeunes diplômés dans les entreprises et à aider les très petites entreprises à recruter du personnel d'encadrement. Les petites entreprises qui embauchent en Cdi des jeunes de 18 à 30 ans de niveau bac + 2 et plus bénéficient d'une aide forfaitaire cumulable avec le dispositif d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale.

Le congé-solidarité vise à favoriser l'embauche de jeunes de moins de 30 ans par la cessation d'activité de salariés de plus de 55 ans. Le dispositif est amélioré par la loi 2003 puisque le bénéfice est étendu aux jeunes sortant d'un contrat emploi-jeune après 30 ans.

Bilan des politiques d'emploi ciblées dans les Dom

Une nette augmentation des entrées en emplois aidés entre 1995 et 1999

Contrairement à la métropole, les entrées en emplois aidés dans les Dom ont augmenté régulièrement entre 1995 et 1999 (cf. tableaux 5 et 6 en annexe). Cette

hausse continue est due à la montée en charge des Cae et des Cia en 1995, puis à celle des emplois-jeunes en 1997. À partir de 2000, ces entrées stagnent jusqu'en 2002, puis se replient fortement en 2003 (-8 %) et en 2004 (-14 %), essentiellement dans le secteur non marchand (-11 % en 2003 et -17 % en 2004).

Une forte prédominance des emplois aidés du secteur non marchand

Le secteur non marchand est fortement représenté dans les Dom, avec plus de 80 % des entrées en contrats aidés en 2004 (contre la moitié environ en France métropolitaine). Cette part a augmenté de 1995 à 2001, notamment en raison du développement des Cia et de la réduction du nombre de Cae. Entre 2002 et 2004, elle reflue légèrement, les crédits alloués à la création d'emplois non marchands ayant été réduits comme en métropole (cf. tableau 6).

Au sein des Dom, la Guyane et la Réunion (régions plus touchées par le chômage jusqu'en 2003) se caractérisent par une moindre utilisation de l'emploi aidé marchand (cf. tableaux 7, 8, 9, 10).

Davantage de jeunes, de chômeurs de longue durée et de Rmistes dans les contrats aidés d'outre-mer

Les caractéristiques des entrants en contrats aidés reflètent en grande partie celles des demandeurs d'emploi. Les bénéficiaires d'outre-mer sont en général moins diplômés et au chômage depuis plus longtemps qu'en métropole (cf. tableau 1). À l'exception de l'alternance, les hommes sont davantage présents en contrats aidés dans les Dom. Dans les contrats destinés aux adultes, les publics des Dom sont généralement plus jeunes qu'en métropole. Enfin, les Rmistes sont davantage présents dans les emplois aidés marchands. Dans le non-marchand, l'existence d'un contrat spécifiquement ouvert aux allocataires du Rmi (le Cia) explique la sous-représentation des Rmistes dans les entrées en Ces et Cec.

Tableau 1 - Les caractéristiques des bénéficiaires des politiques de l'emploi en 2003 : comparaison Dom - métropole

En %	Alternance		Apprentissage		CIE/CAE		CES/CEC		CIA	Emplois-jeunes	
	DOM	FM	DOM	FM	DOM	FM	DOM	FM	DOM	DOM	FM
Sexe											
Hommes	46,2	53,8	72,2	69,4	60,5	56,6	39,6	36,7		39,6	36,7
Femmes	53,8	46,2	27,8	30,6	39,5	43,4	60,4	63,3		60,4	63,3
Âge											
< 26 ans	98,3	98,9	99,7	99,9	18,2	7,2	23,2	14,4		62,3	72,6
26 ans < = âge < 45 ans	1,7	1,2	0,3	0,1	68,7	54,0	61,2	50,4		37,7	27,4
45 ans et plus	13,1	38,8	15,6	35,2							
Niveau de formation											
Bac + 2 et supérieur	13,9	23,5	1,5	8,1	7,1	14,6	1,3	4,8		35,4	49,6
Bac	50,9	42,5	11,7	13,1	14,3	17,2	7,7	12,7		39,2	29,7
CAP - BEP	23,5	25,7	44,5	32,6	34,9	35,8	26,6	45,6		25,4	20,8
Sortie 3 ^e collège	10,3	6,4	33,3	34,2	18,7	13,1	19,2	7,6			
Sortie 1 ^{er} cycle	1,4	1,9	9,0	12,0	25,2	19,3	45,2	29,2			
RMI				31,8	19,4	22,5	34,1	100	5,0	3,0	
Durée de chômage											
DE depuis moins de 1 an	70,3	85,2			19,4	27,2	15,5	23,4		72,4	76,8
DE depuis moins de 2 ans	21,1	11,7			13,2	31,0	60,3	28,7		17,5	13,5
DE depuis moins de 3 ans	7,3	2,2			44,7	30,2	9,0	18,9		5,6	3,2
DE depuis plus de 3 ans	1,2	0,9			22,7	11,7	15,2	28,9		4,5	6,6
Situation avant contrat											
Scolarité	41,1	34,8	60,3	62,9					3,3	7,3	
Contrat apprenti	2,7	5,9	21,3	27,6						0,0	0,0
Contrat qual., adap., orient.	13,8	7,1	1,7	1,6					0,0	0,0	
Salarié	6,1	24,5	1,9	3,0						18,5	23,4
Demandeur d'emploi	29,1	19,1	9,9	2,1						75,2	66
Autre situation (CES, form. profes., milit...)	7,1	8,5	5,0	2,8						2,9	3,3
Flux d'entrées	2300	148010	5079	227804	4638	63152	41218	367825	20746	1170	29443

Source : Dares.

Champ : Flux annuels d'entrées en mesure.

Les caractéristiques des personnes accueillies dans les dispositifs varient assez fortement d'un Dom à l'autre. Les Ces/Cec sont ainsi davantage ouverts aux jeunes et aux personnes à très faible niveau de formation en Guyane et à la Réunion. Les bénéficiaires de Cae sont aussi plus jeunes et moins diplômés en Guyane (cf. annexes, tableau 2).

Des taux d'accès aux emplois aidés plus élevés à la Réunion

Pour l'ensemble des contrats aidés, le taux d'accès aux mesures de politiques d'emploi de la population en âge de travailler est beaucoup plus important dans les Dom qu'en France métropolitaine: 5,7 % en 2004, contre 2,3 % en France métropolitaine (cf. tableau 3). Ces taux d'accès sont assez hétérogènes suivant les départements. Ils sont nettement plus élevés à la Réunion: en 2004, environ 8 personnes sur 100 en âge de travailler sont entrées dans un contrat aidé.

Tableau 3

Taux d'accès aux contrats aidés

	Population en âge de travailler			16-25 ans		26-44 ans		45 ans et plus		Demandeurs d'emploi*			Rmi
	2000	2003	2004	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2001	2002	2003	2003
Guadeloupe	4,7	4,1	3,8	5,0	4,5	6,8	5,7	1,4	1,4	18,5	18,9	15,9	11,6
Guyane	6,1	4,7	3,5	5,5	4,4	7,7	5,7	3,4	2,9	38,5	41,4	32,7	12,6
Martinique	4,9	4,9	4,7	4,8	4,5	7,4	7,4	1,3	1,7	15,4	19,3	19,2	17,4
Réunion	11,1	10,1	7,9	11,6	10,5	14,6	12,9	4,5	4,8	42,1	43,1	42,7	15,9
Dom	7,6	6,9	5,7	8,1	7,3	10,4	9,2	2,8	2,9	32,6	32,2	30,2	15,1
France métro	2,6	2,5	2,3	6,8	6,1	1,6	1,4	1,2	1,1	25,1	22,6	19,9	9,0

Source: Dares.

Lecture: Pour chaque population, les taux d'accès sont définis comme le ratio entre les flux d'entrées en contrats de cette population au cours de l'année n et les effectifs de la population correspondante au 31 décembre de l'année n-1. Ainsi, à la Réunion, 10,1 personnes sur 100 en âge de travailler ont accédé à un emploi aidé en 2003. 10,5 jeunes sur 100, 4,72 demandeurs d'emploi sur 100 et 16,7 Rmistés sur 100 ont fait de même.

* La part des bénéficiaires d'un Cia inscrits à l'Anpe n'est pas connue. Cette part a donc été maintenue constante et fixée au taux national des Rmistés inscrits à l'Anpe (estimé à 55 %).

Les différences d'intensité d'utilisation des contrats aidés entre la métropole et les Dom sont surtout fortes pour la tranche d'âge 26-44 ans. Les dispositifs d'emploi spécifiques des Dom s'adressent en effet essentiellement aux allocataires de minima sociaux et plus généralement aux adultes. De plus, les dispositifs en alternance sont moins mobilisés dans les Dom: plus de 80 % des contrats dans le secteur marchand sont des contrats en alternance en métropole, contre 57 % dans les Dom.

Les taux d'accès des demandeurs d'emploi et des Rmistés aux contrats aidés sont également plus élevés dans les Dom: 30,2 % en 2003, contre 19,9 % en France métropolitaine. La Guyane et la Réunion ont un taux d'accès plus important que la Martinique et la Guadeloupe.

Malgré la baisse des entrées en emplois aidés à partir de 2002, le taux d'accès des demandeurs d'emploi inscrits à l'Anpe n'a que légèrement diminué. En effet, le

nombre d'inscrits à l'Anpe dans les Dom s'est également contracté sur la période. Par ailleurs, le repli des emplois aidés est surtout sensible sur les Cia, dont les bénéficiaires ne sont pas tous inscrits à l'Anpe.

Moins de recours à l'alternance dans les Dom

Les dispositifs en alternance sont moins utilisés dans les Dom qu'en métropole (cf. tableau 4). Le taux d'accès à l'apprentissage des jeunes de 16-25 ans est de 1,9 % dans les Dom contre 3,0 % en métropole en 2003. L'accès aux contrats de qualification concerne moins d'un jeune sur 100. La concurrence avec d'autres dispositifs moins contraignants et plus attractifs financièrement (par exemple les Cae) pourrait expliquer cette faible utilisation.

Ce faible recours à l'alternance est compensé, pour les jeunes, par un effort important de formation des régions. Le taux d'accès des jeunes aux stages régionaux est près de deux fois plus élevé pour les jeunes des Dom que pour ceux de métropole : 3,3 % contre 1,7 % en 2003.

Tableau 4

Taux d'accès à l'alternance et à la formation des jeunes de 16-25 ans

	France métropolitaine				Dom			
	2000	2001	2002	2003	2000	2001	2002	2003
Dispositifs en alternance								
Taux d'accès à l'apprentissage	3,04	3,09	3,04	2,95	2,05	1,70	1,67	1,93
Taux d'accès aux contrats de qualification	1,73	1,71	1,61	1,39	0,81	0,74	0,76	0,86
Taux d'accès aux contrats d'adaptation	0,85	0,81	0,59	0,53	0,02	0,01	0,01	0,01
Formation								
Taux d'accès aux stages des conseils régionaux (jeunes 16-25 ans)	1,58	1,46	1,41	1,66	3,89	3,26	2,33*	3,28*

* Les données de Guadeloupe sont manquantes.

Sources : Dares, Insee, Cnasea, Unedic.

Lecture : Sur 100 jeunes d'outre-mer âgés de 16 à 25 ans, 0,86 a accédé à un contrat de qualification en 2003, 3,28 à un stage financé par le conseil régional.

La part des stages de formation financés par l'État (Sife collectifs et individuels, Sae) dans l'ensemble des mesures financées par l'État est en revanche à peine plus élevée dans les Dom qu'en métropole : 11 % dans les Dom et 9 % en France métropolitaine en 2004. Toutefois, les entrées en stages État dans les Dom n'ont pas subi le mouvement de réduction générale observé depuis deux ans. Elles sont passées de 10 000 à 8 000 depuis 1994, alors que les entrées en France métropolitaine étaient divisées par trois sur la même période.

Annexes

Principales mesures de politiques de l'emploi (Flux d'entrées cumulés dans l'année)

France métropolitaine

Tableau 5 - Flux annuels d'entrées en contrats aidés

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
I. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND										
Cie	601 003	624 982	579 326	590 065	562 006	581 456	532 432	468 024	453 525	491 814
Contrats en alternance	269 891	289 490	212 739	195 336	156 108	137 701	89 241	52 385	63 152	93 045
Contrats de qualification adulte	331 112	335 492	366 587	394 729	405 898	443 755	443 191	415 639	390 373	398 769
Contrats de qualification	0	0	0	4	3 207	6 548	8 375	8 535	8 633	8 173
Contrats d'apprentissage	173 569	193 281	207 701	213 892	223 837	232 769	235 516	232 523	227 804	237 665
Contrats de qualification	99 275	95 248	99 689	114 676	116 677	132 274	130 398	123 224	107 290	108 890
Contrats d'adaptation	55 201	44 868	56 261	60 938	56 187	64 936	61 712	45 079	40 720	38 688
Contrats d'orientation	3 067	2 095	2 936	5 219	5 990	7 228	7 190	6 278	5 926	5 353
<i>Part des contrats en alternance dans le secteur marchand</i>	55	54	63	67	72	76	83	89	86	81
<i>Part du secteur marchand dans l'emploi aidé</i>	46	50	49	48	48	51	52	49	53	59
II. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND										
Contrats emploi solidarité (conventions initiales + avenants)	699 907	623 095	595 905	642 596	618 335	560 451	499 246	478 533	397 268	343 092
Contrats emploi solidarité (conventions initiales + avenants)	651 920	545 866	502 443	440 655	405 309	353 991	296 147	285 018	249 801	233 442
Contrats emplois consolidés (conventions initiales + avenants)	47 987	77 229	91 171	98 669	120 320	132 820	141 092	137 394	118 024	92 214
Contrats emploi-jeune	0	0	2 291	103 272	92 706	73 640	62 007	56 121	29 443	17 436
Contrat d'insertion par l'activité (Cia)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Part du secteur non marchand dans l'emploi aidé</i>	54	50	51	52	52	49	48	51	47	41
TOTAL EMPLOI AIDÉ	1 300 910	1 248 077	1 175 231	1 232 661	1 180 341	1 141 907	1 031 678	946 557	850 793	834 906
III. STAGES DE FORMATION										
Site collectifs ou globaux	268 317	242 851	211 866	205 175	178 544	159 491	147 306	144 341	121 577	83 543
Site collectifs ou globaux	197 100	182 018	142 106	144 183	127 532	111 179	106 823	109 969	88 113	53 124
Sae	39 451	33 560	36 941	31 148	23 126	21 525	17 153	12 495	11 493	11 331
Site individuels	31 766	27 273	32 819	29 844	27 886	26 787	23 330	21 877	21 971	19 088
<i>Part des stages de formation</i>	17	16	15	14	13	12	12	13	13	9
ENSEMBLE	1 569 227	1 490 928	1 387 097	1 437 836	1 358 885	1 301 398	1 178 984	1 090 898	972 370	918 449

Source : Cnasea, Anpe, ministère de l'Éducation nationale (hors contrats de droit public Éducation nationale), ministère de l'Intérieur, Dares.

Dom
Tableau 6 - Flux annuels d'entrées en contrats aidés

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
I. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND	14 299	18 476	17 756	14 150	13 938	15 396	11 806	11 198	12 581	12 485
Cae Dom	8 149	12 172	11 736	6 930	6 792	7 425	4 968	4 407	4 638	5 041
Contrats en alternance	6 150	6 304	6 020	7 220	7 146	7 971	6 838	6 791	7 943	7 444
Contrats de qualification adulte	0	0	0	0	29	129	117	103	149	121
Contrats d'apprentissage	4 511	4 888	4 179	4 875	4 585	5 107	4 290	4 303	5 079	4 753
Contrats de qualification	1 446	1 356	1 675	1 911	1 871	2 032	1 859	1 952	2 275	1 915
Contrats d'adaptation	118	41	46	54	74	39	23	28	25	61
Contrats d'orientation	75	19	120	380	587	664	549	405	415	594
<i>Part des contrats en alternance dans le secteur marchand</i>	43	34	34	51	51	52	58	61	63	60
<i>Part du secteur marchand dans l'emploi aidé</i>	23	25	24	16	15	18	13	14	17	19
II. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND	49 100	54 494	55 445	74 144	79 464	68 838	75 724	71 280	63 134	52 655
Contrats emploi solidarité (conventions initiales + avenants)	47 284	41 534	31 719	38 391	41 594	36 709	38 526	35 415	31 595	27 545
Contrats emplois consolidés (conventions initiales + avenants)	1 816	3 866	5 082	6 455	8 699	8 552	10 727	10 343	9 623	7 057
Contrats emploi-jeune	0	0	55	6 824	5 399	3 641	2 952	2 722	1 170	604
Contrat d'insertion par l'activité (Cia)	0	9 094	18 598	22 500	23 519	19 936	23 519	22 800	20 746	17 449
<i>Part du secteur non marchand dans l'emploi aidé</i>	77	75	76	84	85	82	87	86	83	81
TOTAL EMPLOI AIDÉ	63 399	72 970	74 029	88 320	93 460	84 234	87 532	82 478	75 715	65 140
III. STAGES DE FORMATION	10 790	9 660	9 019	9 694	8 949	7 997	9 631	11 221	9 194	8 611
Site collectifs ou globaux	7 901	6 108	4 853	5 942	5 182	4 575	6 140	8 107	5 638	5 248
Sae	839	753	821	934	981	833	994	909	867	1 007
Site individuels	2 050	2 799	3 345	2 818	2 786	2 589	2 397	2 205	2 689	2 356
<i>Part des stages de formation</i>	15	12	11	10	9	9	10	12	11	12
ENSEMBLE	74 189	82 630	83 048	98 014	102 409	92 231	97 063	93 699	84 909	73 751

Source : Cnasea, Anpe, ministère de l'Éducation nationale (hors contrats de droit public Éducation nationale), ministère de l'Intérieur, Dares.

Guadeloupe
Tableau 7 - Flux annuels d'entrées en contrats aidés

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
I. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND	2 427	4 227	4 068	3 466	2 834	3 463	2 499	2 631	2 811	3 021
Cae Dom	1 473	3 033	3 013	1 725	1 673	1 920	1 206	992	1 067	1 147
Contrats en alternance	954	1 194	1 055		1 161	1 543	1 293	1 639	1 744	1 874
Contrats de qualification adulte					9	28	30	44	42	55
Contrats d'apprentissage	613	786	658	1 153	729	962	586	897	1 015	1 138
Contrats de qualification	332	398	371	516	354	494	583	621	604	621
Contrats d'adaptation	0	3	3	2	1	1	3	6	1	3
Contrats d'orientation	9	7	23	70	68	58	91	71	82	57
<i>Part des contrats en alternance dans le secteur marchand</i>	39	28	26	50	41	45	52	62	62	62
<i>Part du secteur marchand dans l'emploi aidé</i>	23	25	26	19	14	21	18	20	25	27
II. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND	8 058	12 583	11 748	14 895	16 780	12 760	11 684	10 317	8 434	8 044
Contrats emploi solidarité (conventions initiales + avenants)	7 380	8 251	5 137	5 377	4 553	4 272	3 362	2 962	2 240	2 636
Contrats emplois consolidés (conventions initiales + avenants)	678	1 832	2 296	2 427	2 662	2 790	2 705	2 448	2 184	1 823
Contrats emploi-jeune			0	995	940	771	686	560	254	117
Contrat d'insertion par l'activité (Cia)		2 500	4 315	6 096	8 625	4 927	4 931	4 347	3 756	3 468
<i>Part du secteur non marchand dans l'emploi aidé</i>	77	75	74	81	86	79	82	80	75	73
TOTAL EMPLOI AIDÉ	10 485	16 810	15 816	18 361	19 614	16 223	14 183	12 948	11 245	11 065
III. STAGES DE FORMATION	1 974	2 637	2 332	2 706	2 511	1 705	2 645	3 265	3 191	3 557
Site collectifs ou globaux	1 308	1 328	1 174	1 832	1 145	484	1 518	2 084	1 536	2 128
Sae	112	205	242	108	173	171	133	205	257	234
Site individuels	554	1 104	916	766	1 193	1 050	994	976	1 398	1 195
<i>Part des stages de formation</i>	16	14	13	13	11	10	16	20	22	24
ENSEMBLE	12 459	19 447	18 148	21 067	22 125	17 928	16 828	16 213	14 436	14 622

Source : Cnaesa, Anpe, ministère de l'Éducation nationale (hors contrats de droit public Éducation nationale), ministère de l'Intérieur, Dares.

Martinique

Tableau 8 - Flux annuels d'entrées en contrats aidés

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
I. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND	2 395	4 146	3 633	2 802	2 788	3 165	2 511	2 481	2 712	2 035
Cae Dom	1 251	2 199	2 272	1 619	1 548	1 661	1 284	1 097	1 145	1 315
Contrats en alternance	1 144	1 947	1 361	1 183	1 240	1 504	1 227	1 384	1 567	720
Contrats de qualification adulte					7	11	17	12	31	11
Contrats d'apprentissage	804	1 626	1 116	898	1 014	1 264	949	1 166	1 201	575
Contrats de qualification	285	315	235	274	215	225	259	198	328	133
Contrats d'adaptation	51	6	9	9	2	4	0	3	2	1
Contrats d'orientation	4	0	1	2	2	0	2	5	5	0
<i>Part des contrats en alternance dans le secteur marchand</i>	47,8	47,0	37,5	42,2	44,5	47,5	48,9	55,8	57,8	36,4
<i>Part du secteur marchand dans l'emploi aidé</i>	34,9	44,9	32,7	22,2	24,2	25,8	21,2	20,8	22,6	17,7
II. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND	4 458	5 080	7 487	9 805	8 726	9 119	9 363	9 465	9 268	9 494
Contrats emploi solidarité (conventions initiales + avenants)	4 212	3 658	2 962	2 356	2 610	2 093	2 328	2 344	2 357	2 454
Contrats emplois consolidés (conventions initiales + avenants)	246	367	545	540	1 015	1 166	1 373	1 401	1 443	1 383
Contrats emploi-jeune			0	1 937	1 376	1 002	693	650	196	110
Contrat d'insertion par l'activité (Cia)		1 055	3 980	4 972	3 725	4 858	4 959	5 070	5 272	5 547
<i>Part du secteur non marchand dans l'emploi aidé</i>	65,1	55,1	67,3	77,8	75,8	74,2	78,8	79,2	77,4	82,3
TOTAL EMPLOI AIDÉ	6 853	9 226	11 120	12 607	11 514	12 284	11 864	11 946	11 980	11 529
III. STAGES DE FORMATION	2 407	2 329	1 876	2 329	1 819	2 098	1 941	2 010	1 798	1 175
Site collectifs ou globaux	1 678	1 544	839	1 158	970	1 467	1 271	1 376	1 093	474
Sae	265	234	137	212	292	209	271	250	167	318
Site individuels	464	551	900	959	557	422	399	384	538	383
<i>Part des stages de formation</i>	26,0	20,2	14,4	15,6	13,6	14,6	14,1	14,4	13,0	9,2
ENSEMBLE	9 260	11 555	12 996	14 936	13 333	14 382	13 805	13 956	13 778	12 704

Source : Cnaese, Anpe, ministère de l'Éducation nationale (hors contrats de droit public Éducation nationale), ministère de l'Intérieur, Dares.

Guyane

Tableau 9 - Flux annuels d'entrées en contrats aidés

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
I. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND	919	804	1 038	786	660	677	492	499	494	470
Cae Dom	612	564	766	434	285	340	208	176	193	198
Contrats en alternance	307	240	272	352	375	337	284	323	301	272
Contrats de qualification adulte					2	22	12	8	8	4
Contrats d'apprentissage	198	142	111	175	174	174	148	152	177	144
Contrats de qualification	102	84	125	109	119	98	77	112	88	106
Contrats d'adaptation	3	2	15	20	15	19	15	14	10	10
Contrats d'orientation	4	12	21	48	65	24	32	37	18	8
<i>Part des contrats en alternance dans le secteur marchand</i>	33,4	29,9	26,2	44,8	56,8	49,8	57,7	64,7	60,9	57,9
<i>Part du secteur marchand dans l'emploi aidé</i>	22,4	17,1	21,1	13,5	12,2	12,9	8,1	8,3	10,4	11,3
II. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND	3 179	3 904	3 880	5 018	4 741	4 576	5 561	5 481	4 320	3 707
Contrats emploi solidarité (conventions initiales + avenants)	3 118	2 829	2 345	2 840	2 557	2 123	2 811	2 917	2 402	1 980
Contrats emplois consolidés (conventions initiales + avenants)	61	131	413	422	607	694	851	810	814	701
Contrats emploi-jeune			0	523	443	319	287	293	159	73
Contrat d'insertion par l'activité (Cia)		944	1 122	1 233	1 134	1 440	1 612	1 461	945	953
<i>Part du secteur non marchand dans l'emploi aidé</i>	77,6	82,9	78,9	86,5	87,8	87,1	91,9	91,7	89,6	88,7
TOTAL EMPLOI AIDÉ	4 098	4 708	4 918	5 804	5 401	5 253	6 053	5 980	4 814	4 177
III. STAGES DE FORMATION	751	304	671	591	657	148	1 157	613	590	671
Sife collectifs ou globaux	636	209	530	460	432	nd	999	521	502	564
Sae	43	32	38	61	127	52	72	42	47	34
Sife individuels	72	63	103	70	98	96	86	50	41	73
<i>Part des stages de formation</i>	15,5	6,1	12,0	9,2	10,8	2,7	16,0	9,3	10,9	13,8
ENSEMBLE	4 849	5 012	5 589	6 395	6 058	5 401	7 210	6 593	5 404	4 848

Source : Cnasea, Anpe, ministère de l'Éducation nationale (hors contrats de droit public Éducation nationale), ministère de l'Intérieur, Dares.

Réunion

Tableau 10 - Flux annuels d'entrées en contrats aidés

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
I. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND	8 558	9 299	9 017	7 096	6 756	8 091	6 300	5 573	6 563	6 957
Cae Dom	4 813	6 376	5 685	3 152	2 386	3 504	2 270	2 128	2 233	2 381
Contrats en alternance	3 745	2 923	3 332	3 944	4 370	4 587	4 030	3 445	4 330	4 576
Contrats de qualification adulte					11	68	58	39	68	51
Contrats d'apprentissage	2 896	2 334	2 294	2 649	2 668	2 707	2 604	2 088	2 686	2 894
Contrats de qualification	727	559	944	1 012	1 183	1 215	939	1 021	1 254	1 055
Contrats d'adaptation	64	30	19	23	56	15	5	5	12	47
Contrats d'orientation	58	0	75	260	452	582	424	292	310	529
<i>Part des contrats en alternance dans le secteur marchand</i>	<i>43,8</i>	<i>31,4</i>	<i>37,0</i>	<i>55,6</i>	<i>64,7</i>	<i>56,7</i>	<i>64,0</i>	<i>61,8</i>	<i>66,0</i>	<i>65,8</i>
<i>Part du secteur marchand dans l'emploi aidé</i>	<i>20,4</i>	<i>22,0</i>	<i>21,4</i>	<i>13,8</i>	<i>12,3</i>	<i>16,0</i>	<i>11,4</i>	<i>10,8</i>	<i>13,8</i>	<i>18,2</i>
II. EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND	33 405	32 927	33 158	44 452	48 140	42 383	49 065	45 931	41 013	31 345
Contrats emploi solidarité (conventions initiales + avenants)	32 574	26 796	21 275	27 818	31 874	28 221	29 962	27 128	24 520	20 429
Contrats emplois consolidés (conventions initiales + avenants)	831	1 536	1 828	3 066	4 415	3 902	5 798	5 662	5 159	3 131
Contrats emploi-jeune			55	3 369	2 698	1 549	1 286	1 219	561	304
Contrat d'insertion par l'activité (Cia)		4 595	10 000	10 199	9 153	8 711	12 019	11 922	10 773	7 481
<i>Part du secteur non marchand dans l'emploi aidé</i>	<i>79,6</i>	<i>78,0</i>	<i>78,6</i>	<i>86,2</i>	<i>87,7</i>	<i>84,0</i>	<i>88,6</i>	<i>89,2</i>	<i>86,2</i>	<i>81,8</i>
TOTAL EMPLOI AIDÉ	41 963	42 226	42 175	51 548	54 896	50 474	55 365	51 504	47 576	38 302
III. STAGES DE FORMATION	5 658	4 108	3 736	3 515	3 962	3 922	3 724	5 252	3 555	3 179
Site collectifs ou globaux	4 279	3 027	2 310	2 492	2 635	2 500	2 288	4 063	2 447	2 053
Sae	419				389	401	518	408	396	421
Site individuels	960	1 081	1 426	1 023	938	1 021	918	781	712	705
<i>Part des stages de formation</i>	<i>11,9</i>	<i>8,9</i>	<i>8,1</i>	<i>6,4</i>	<i>6,7</i>	<i>7,2</i>	<i>6,3</i>	<i>9,3</i>	<i>7,0</i>	<i>7,7</i>
ENSEMBLE	47 621	46 334	45 911	55 063	58 858	54 396	59 089	56 756	51 131	41 481

Source : Cnaese, Anpe, ministère de l'Éducation nationale (hors contrats de droit public Éducation nationale), ministère de l'Intérieur, Dares.

Tableau 2
Les caractéristiques des bénéficiaires des politiques de l'emploi (2003 en %)

	Alternance			Apprentissage			Cae			Ces/Cec			Cia			Emplois-jeunes				
	Guad	Marti	Guya	Réun	Guad	Marti	Guya	Réun	Guad	Marti	Guya	Réun	Guad	Marti	Guya	Réun	Guad	Marti	Guya	Réun
Sexe																				
Hommes	46,1	32,1		47,5	72,3	100,0	nd	72,2	47,4	52,9	58,4	70,9	28,4	27,8	40,1	41,7	21,8	47,8	47,8	41,9
Femmes	53,9	67,8	100,0	52,5	27,7		nd	27,8	52,6	47,1	41,6	29,1	71,6	72,2	59,9	58,3	78,2	52,2	52,2	58,1
Âge																				
< 26 ans	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		16,1	15,7	29,2	19,6	15,1	11,6	22,2	26,0	64,0	52,0	73,0	63,0
26 ans < = âge < 45 ans									72,0	71,6	48,9	67,2	70,2	73,3	59,8	58,4	36,0	48,0	27,0	37,0
45 ans et plus									11,9	12,8	21,9	13,3	14,7	15,1	17,9	15,6				
Niveau de formation																				
Bac + 2 et supérieur	19,8	45,0		66,7	8,6	0,5	nd	1,7	7,8	9,3	7,3	5,7	3,8	3,7	0,6	0,7	48,7	45,7	26,6	31,1
Bac	59,8	35,0		48,2	2,9		nd	13,7	16,5	14,1	9,6	13,4	17,8	16,8	4,4	5,6	34,0	36,4	39,5	39,1
CAP - BEP	17,5	20,0		33,3	38,4		nd	45,9	37,1	33,3	26,4	35,3	53,7	41,1	20,1	21,4	14,1	14,7	27,5	28,3
Sortie 3 ^e collège	2,2			14,9	28,1	100,0	nd	34,4	20,1	17,6	24,2	18,2	13,8	11,1	3,3	25,0				
Sortie 1 ^{er} cycle	0,6			1,8	29,4		nd	4,3	18,6	25,8	32,6	27,4	10,9	27,3	71,7	47,3				
Rimi									29,6	33,8	32,5	23,6	17,8	38,2	32,3	20,3	11,0	4,0	3,0	5,0
Durée de chômage																				
DE depuis moins d'un an	55,0	nd	100,0	71,6	nd	nd	nd	nd	14,5	18,5	39,2	20,5	12,1	12,5	35,5	14,2	74,0	72,8	71,1	71,9
DE depuis moins de 2 ans	30,0	nd		20,4	nd	nd	nd	nd	12,5	11,6	13,3	14,3	28,1	31,6	37,1	71,8	12,5	17,3	15,6	19,6
DE depuis moins de 3 ans	5,0	nd		7,6	nd	nd	nd	nd	47,0	46,3	29,7	44,0	22,9	27,2	6,8	4,6	8,7	4,9	2,2	5,3
DE depuis plus de 3 ans	10,0	nd		0,4	nd	nd	nd	nd	26,0	23,6	17,7	21,1	36,9	28,7	20,6	9,4	4,8	4,9	11,1	3,2
Situation avant contrat																				
Scolarité	66,3	67,9	100,0	27,4	68,3		nd	58,6									1,9	2,2	8,8	3,4
Contrat apprenti	3,1	2,6		2,5	28,9	100,0	nd	19,6									0,0	0,0	0,0	0,0
Contrat qual., adap., orient.	8,2	10,2		16,6	1,2		nd	1,7									0,0	0,0	0,0	0,0
Salarié	3,6	2,6		7,6			nd	2,3									11,5	19,6	25,7	21,8
Demandeur d'emploi	10,9	6,4		39,3	0,7		nd	12,0									84,6	76,1	61,1	71,8
Autre situation (Ces, formation professionnelle, militaire...)	7,9	10,3		6,6	0,9		nd	5,8									2,0	2,1	4,4	3,0

Bibliographie

AGUER O., 2004, « Stagnation de l'emploi en 2003 », *Antiane-Insee*, n° 60, juin 2004.

FRAGONARD B., 1999, *Les Départements d'outre-mer ; un pacte pour l'emploi*, rapport au secrétaire d'État à l'outre-mer.